



HAL
open science

Néo-classicisme versus institutionnalisme

Maurice Baslé

► **To cite this version:**

Maurice Baslé. Néo-classicisme versus institutionnalisme. Revue Française d'Economie, 1991, 6 (3), pp.61-78. 10.3406/rfeco.1991.1289 . hal-02081204

HAL Id: hal-02081204

<https://hal.science/hal-02081204>

Submitted on 27 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Néo-classicisme versus institutionnalisme

In: Revue française d'économie. Volume 6 N°3, 1991. pp. 61-78.

Résumé

Il n'y a peut-être plus besoin de débattre sur le thème « néo-classicisme versus institutionnalisme ». La complémentarité des programmes de recherche en Economie peut aujourd'hui l'emporter dès lors qu'on a mieux apprécié les « trajectoires intellectuelles » suivies par les tenants de chacune des approches. Ainsi l'analyse dynamique et l'analyse statique offrent deux perspectives complémentaires. On peut donc comprendre l'esprit pragmatique, l'orientation vers les buts et le progrès implicitement définis dans l'approche néo-classique. On peut aussi comprendre l'accent mis sur des logiques institutionnelles dans les approches concurrentes. L'affinement des modèles économiques constitue aujourd'hui un dépassement.

Abstract

Each academic economist has heard of the recurrent debate on the method «neo-classicism versus institutionalism». Today, the progress of both scientific research programmes is extremely visible. Static analysis and dynamic analysis, in a new synthetic and formal way, become complementary. The implicit process of individual decision and the influence of institutional framework can be used to describe economic human action. The history of intellectual ideas in American and European social science makes it possible to build a modern synthesis.

Citer ce document / Cite this document :

Basle Maurice. Néo-classicisme versus institutionnalisme. In: Revue française d'économie. Volume 6 N°3, 1991. pp. 61-78.

doi : 10.3406/rfeco.1991.1289

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfeco_0769-0479_1991_num_6_3_1289

Maurice BASLE

Néo-classicisme versus institutionnalisme

M

ark Blaug affirmait récemment : « Pour le meilleur et pour le pire, et en dépit de tous les arguments et les contre-arguments, la grande majorité des économistes du monde entier souscrit au corpus de l'économie néo-classique centré sur les concepts de ménages maximisant leur utilité et d'entreprises maximisant leur profit. Des économistes peuvent être marxistes, radicaux, post-keynésiens, comportementalistes, expérimentalistes, institutionnalistes, américains de la vieille école, nouveaux institutionnalistes, évolutionnistes, autrichiens...

au total, cela ne fait que 25 % de non-orthodoxes contre 75 % d'orthodoxes». Et il ajoutait : «le lundi, le mercredi et le vendredi, je pense que c'est une bonne chose : l'économie m'apparaît comme une profession solidement établie. Le mardi, le jeudi et le samedi, je déplore cet état de choses : la majorité orthodoxe étouffe la discussion et refuse de répondre aux critiques de ces méthodes»¹.

Nul ne sait si son estimation est bonne mais son sentiment d'anxiété interpelle aujourd'hui tous ceux qui ont à conseiller les étudiants dans le choix de leurs manuels et dans leurs choix de formation de base en science économique. Comment, en sortant des examens du baccalauréat, peut-on trouver le meilleur chemin pour apprendre l'économie et comment, pour le professeur, «apprendre à apprendre» dans le dédale des manuels actuels de micro-économie et de macro-économie. La difficulté est telle que, contrairement à ce qui se passe dans certaines universités américaines, l'étudiant a coutume dans les facultés de sciences économiques françaises de se replier d'abord sur les seules notes personnelles qu'il arrive à collecter pendant le cours magistral (exécuté dans des amphis généralement chargés de centaines d'étudiants) et pendant les quelques heures de travaux dirigés qu'il suit obligatoirement.

La question à traiter ici n'est pas celle de l'éventuelle «normalisation» des manuels ni tout simplement celle de leur lisibilité. On connaît grosso modo aujourd'hui les ouvrages les plus utiles à l'étudiant de première année. Dans la lignée des interrogations récurrentes, «Où en est l'économie moderne? Que doit-on enseigner?» se pose la question de l'intégration des contenus et celle de leur enrichissement (je ne proposerai pas ici de suppression mais plutôt une nouvelle synthèse ou, du moins, d'entériner une évolution qui a pris naissance il y a une quinzaine d'années).

Le problème à résoudre me paraît être au moins lié

à deux limitations généralement reconnues mais difficiles à surmonter :

- la micro-économie comme la macro-économie sont d'abord enseignées comme des sciences de l'équilibre économique final et font trop l'impasse sur les processus dynamiques réellement à l'œuvre,
- la micro-économie simple repose sur des hypothèses de comportement humain insuffisamment ouvertes aux enseignements des autres sciences humaines.

Mais on ajoutera que le débat entre les économistes néo-classiques et les autres a souvent été mal restitué. D'une part, la plupart des économistes néo-classiques ont porté leurs regards vers le champ des institutions. D'autre part, le besoin de modélisation et d'analyse est ressenti par tous.

Equilibre final contre processus

La mathématique sociale

Pour la première limitation dans l'enseignement (je ne renvoie pas nécessairement ici au contenu réel des œuvres qui est généralement beaucoup plus riche qu'on ne le croit), deux exemples peuvent être cités. Tout d'abord, l'équilibre général walrasien de la sixième leçon des *Éléments d'économie pure*, publiés en 1874, qui est une petite merveille (je le crois), certes améliorabile (et amélioré depuis un siècle par exemple grâce aux algorithmes de calcul numérique de solutions à la suite de H. Scarf²) mais finalement indépassable dans son principe : des agents disposés à l'échange et dotés initialement de quelques ressources peuvent logiquement atteindre un état d'équilibre final de longue période où il y a la meilleure allocation

possible des ressources compte tenu des goûts de chacun. Le modèle walrasien a l'avantage d'être universel : il s'applique à toute économie d'échange et de concurrence. Il constitue, en plus, un paradigme fécond : beaucoup d'économistes ont pu travailler pour affiner le modèle et construire ainsi une véritable « mathématique sociale ».

La difficulté fondamentale (perçue au moins intuitivement par des étudiants de première ou deuxième année) me semble être la suivante. D'une part, le modèle est hypothétique. On doit faire « comme si » le modèle illustre la réalité des marchés (mais ceci n'est qu'une petite difficulté que beaucoup sont prêts à surmonter). D'autre part, on voit bien que si tout est dit sur le résultat final, rien n'est dit du processus qui mène à l'équilibre. M. Blaug dit à ce propos : « C'est comme si un géographe nous donnait un plan détaillé de Rome, nous assurait que tous les chemins mènent à Rome, et ne pouvait ensuite nous donner aucune indication sur la façon de nous rendre à Rome ». Ce silence est effectivement surprenant et paradoxal car une des vertus reconnues par ailleurs à la concurrence dans le paradigme néo-classique n'est pas tant qu'elle permet l'équilibre mais qu'elle impulse la dynamique, la baisse des coûts unitaires moyens et le progrès. L'étudiant peut évidemment apprendre ensuite en économie industrielle ou en économie d'entreprise ce qui n'est pas dit en micro-économie, mais c'est à lui de faire le chemin si l'enseignement du premier cycle n'est pas « intégré » ou « synthétique ».

Pour qu'on ne croit pas qu'il s'agit là d'un problème unique et qu'il ne concerne que la micro-économie néo-classique, je citerai un deuxième exemple du même type de problème mais pris cette fois dans un enseignement de second cycle : le modèle de Sraffa. M. Blaug le perçoit, avec raison me semble-t-il, comme analogue au modèle walrasien. Le modèle de l'italo-cambridgien ne dit

rien non plus, en effet, des processus dynamiques qui permettent d'aboutir à une situation d'équilibre. Il correspond, lui aussi, à un jeu (agréable à jouer, je peux en témoigner) de logique : on suppose un monde hypothétique, où, cette fois, les prix ne résultent plus, entre autres, des conditions de la demande (de manière exhaustive, de l'offre et des technologies, de la demande et des goûts et des dotations initiales en ressources). Les prix relatifs des biens peuvent donc être déterminés « sans le marché » dès lors que l'on connaît la technologie et le taux des salaires. En effet, après avoir compté cette fois-ci qu'avec les seules conditions de l'offre, il n'y a pas assez d'équations simultanées pour déterminer tous les prix relatifs sur les marchés, le taux de profit et le taux des salaires, Sraffa se donne au préalable une des inconnues. Elle sera, dans le cas présent, une variable de répartition, généralement le salaire réel. Classiquement ou de manière ricardienne (la loi d'airain qui maintient les salaires au minimum de subsistance ou toute autre loi), ce ne sont donc pas les mêmes forces de marché qui expliquent chez Sraffa un prix particulier, le prix du travail. La difficulté est alors la suivante : pour comprendre ce qui se passe du côté de la relation salariale, il faut se référer à d'autres cours, ayant leurs propres problématiques : économie du travail, théories de la valeur, politique des revenus... Un effort d'intégration serait, là encore, nécessaire. (A moins de supposer que le jeu des modèles hypothétiques se suffit à lui-même et, dans ce cas, la littérature post-sraffaïenne est suffisamment foisonnante, belle et amusante, pour qu'on en fasse le pain quotidien des économistes)³.

Pour l'enseignement de la dynamique économique

Aujourd'hui, il nous semble que ces limitations de l'enseignement par manque d'intégration ou manque de synthèse pourraient être, au moins en partie, surmontées. Pour ne

citer que quelques exemples anciens, les œuvres de A. Smith, D. Ricardo, K. Marx, A. Marshall, J.B. Clark ou J. Schumpeter contiennent suffisamment d'exemples d'étude de la dynamique des économies de marché capitalistes pour permettre à chacun de construire un premier modèle intégré des processus qui conduisent à l'évolution économique et au progrès : la division du travail, la spécialisation, les économies d'échelle rendues possibles par l'extension de la sphère des marchés ; les nouvelles combinaisons (A. Marshall ou J.B. Clark) ou les innovations (J. Schumpeter) apportées par la science, les inventions et la recherche-développement ; la légitimité croissante reconnue au « parti du progrès », à la classe des entrepreneurs ou à tous ceux (l'Etat compris) qui incitent à la coordination des projets individuels⁴ ; la compréhension des bienfaits apportés au plan de la dynamique et de son contrôle par ces belles « machines » que sont les banques, les banques centrales et les Bourses et leurs outils : le crédit ou la société par actions⁵. Des exemples de construction de ce type se trouvent réunis aujourd'hui dans nombre de travaux qualifiés encore sommairement d'« évolutionnistes » ou de « post schumpetériens ». Nous citerons ici, pour la prise en compte des régimes et des trajectoires technologiques, l'ouvrage *Technical change and economic theory* de G. Dosi, C. Freeman, R. Nelson, G. Silverberg et L. Soete⁶ ; et l'ouvrage plus évolutionniste de R. Nelson : *Understanding technical change as an evolutionary process* (in *de Vries Lectures in Economics*, vol. 8, éd. North Holland [1987]), qui fait suite à l'ouvrage de R. Nelson et S. Winter intitulé *An evolutionary theory of economic change* (Harvard University Press [1982])... et, plus généralement, tous les travaux qui se situent depuis un siècle dans la lignée de la philosophie de J. Dewey et C. Ayres.

Je ne propose bien évidemment pas d'énoncer ici que l'Economie ne devrait être qu'une science évolu-

tionniste. Elle ne peut l'être qu'en partie. Il y a déjà eu périodiquement des interrogations sur la question de savoir pourquoi l'Economique ne le devient pas (la plus célèbre étant celle de l'hérétique T. Veblen⁷) et les réponses sont complexes. Il est cependant nécessaire, à mon sens, d'intégrer aujourd'hui les questions et les pistes essentielles de ces courants pour compléter la formation par la logique des modèles d'équilibre. L'analyse statique et l'analyse dynamique offrent deux perspectives complémentaires.

T. Veblen avait insisté sur le fait que l'individu utilitariste des classiques n'était pas assez «le siège d'un processus de vie», «d'une action humaine» dans une économie où «le changement est toujours en dernière instance un changement des habitudes de pensée». Il avait affirmé que «l'histoire de la vie économique d'un individu est un processus cumulatif et changeant d'adaptation des moyens aux fins, l'agent et son environnement étant, à tout moment, le résultat du processus passé»⁷. Après lui, et tout particulièrement aujourd'hui, on insiste sur les sciences cognitives, la connaissance du processus d'apprentissage. Comme l'indique J. Lesourne, «la problématique évolutionniste insiste à juste titre sur l'interaction constante entre la recherche de nouvelles opportunités par les agents et la genèse de ces opportunités par les innovations. Pour elle, une économie est perpétuellement en devenir. Un devenir aléatoire puisqu'il dépend des découvertes des individus ou des entreprises»⁸. Ceci n'exclut pas une place pour les analyses de l'équilibre et de la stabilité.

Homo œconomicus versus homo sociologicus

Le triomphe de l'idéologie du « self-made man » dans la pensée néo-classique

Concernant la seconde limitation dans l'enseignement économique, rappelons qu'il apparaît souvent insuffisant de postuler en micro-économie simple, que la rationalité économique consiste seulement en la maximisation du profit individuel. L'égoïsme pur et simple d'individus définis comme indépendants n'apparaît que comme, soit un pis-aller, soit une norme de comportement éventuellement un peu amoral pour certains ou encore une profession de foi, la réalité du monde étant celle des motivations multiples, des interdépendances et des interactions.

La défense de l'hypothèse de rationalité économique comme un pis-aller est bien connue et a des promoteurs illustres. Elle consiste à dire : « peu importe le réalisme de l'hypothèse si, avec un modèle simplifié, on arrive à fournir des propositions testables ou vérifiables ». C'est le parti pris habituel de la micro-économie et l'élégance des solutions du calcul économique du producteur, du travailleur ou du consommateur est bien connue. La mathématisation est fréquente même si les plus grands des économistes réussissent à en limiter l'usage. Ainsi E.S. Phelps dans un chapitre intitulé *Le choix rationnel et le gain individuel* de l'un des meilleurs ouvrages introductifs actuels⁹ expose ses justificatifs de la manière suivante : « rares sont les économistes qui seraient prêts à défendre l'idée que l'hypothèse de rationalité est très réaliste. Tout le monde n'est pas rationnel — au sens de l'homo œconomicus — et il est probable que personne n'est ra-

tionnel en toute circonstance et en permanence... Les économistes adoptent le modèle de l'«agent rationnel» ou homo œconomicus, parce que c'est un outil puissant du point de vue des objectifs qu'ils se donnent — un outil qui fonctionne bien même s'il est tout à fait inexact — et parce qu'il n'existe pas, pour l'instant, d'alternative. On espère simplement qu'en ayant recours à cette hypothèse d'homo œconomicus en dépit de son impropriété, on n'est pas conduit à commettre des erreurs énormes sur les questions importantes¹⁰.

Faire de l'égoïsme individuel la seule motivation du comportement économique peut être analysé comme réductionniste. Ce réductionnisme est plus ou moins important par rapport à la réalité des sociétés depuis le XVIII^e siècle. Il est vrai qu'aux Etats-Unis, continent neuf, les mentalités moins engluées par l'inertie des institutions du passé ont été largement forgées (mais pas uniquement) par l'idéologie du self-made man. L'exceptionnalisme (ou «sonderweg») américain, selon l'expression de D. Ross¹¹, a reposé d'abord sur la foi en l'individualisme libéral et la croyance au progrès qui ne peut qu'en découler. J.B. Clark a modélisé, en 1899¹² ce système de pensée optimiste où le marché apporte à chaque agent un bonus véritable, même s'il est variable selon le montant de «nouveauté» qu'il a apporté au préalable. On trouve alors exprimé clairement un des fondements du paradigme qu'on appelle aujourd'hui néo-classique : la justification, par l'efficacité, des marchés capitalistes et cette justification est plus agréable que celle des classiques : la répartition n'est plus gouvernée par des relations de classes mais par le partage du même idéal de progrès républicain. (Au passage, la théorie de la valeur-utilité remplace la théorie de la valeur-travail et l'idée de souveraineté du consommateur pour expliquer la dynamique de production remplace la logique de l'accumulation de capital). La justice sociale semble pouvoir se faire sans qu'il y ait besoin

du socialisme¹³. Les néo-classiques du monde entier emprunteront finalement tous cette tournure d'esprit plus américaine que proche des écrits de S. Jevons, L. Walras ou même A. Marshall. On ne s'étonnera pas, en conséquence, de trouver, chez eux, en complément du postulat de rationalité économique, une certaine adhésion au pragmatisme des mêmes Américains (mais philosophes, cette fois, comme J. Dewey). L'individu est mû par l'intérêt, tourné vers l'action, orienté vers des buts, créateur de projets et de nouveautés et adaptatif. L'action humaine cherche l'efficacité (notion de valeur instrumentale). Un des meilleurs exposés de cette philosophie se trouve certainement dans ce texte de l'économiste dit « anti-institutionnaliste », F.H. Knight, de 1929¹⁴, où il affirme : « ...les hommes semblent devenir possédés par l'idée que le monde doit être refait plutôt qu'accepté humblement, et le développement de ce souhait, de cette détermination et de cette foi semble le moteur des réalisations présentes... C'est le point principal à mettre en évidence pour les autres intervenants — de la table ronde — afin qu'ils en débattent s'ils le jugent bon. Il a deux aspects ou implications. Premièrement, il fait de l'esprit (« Geist ») le facteur essentiel du capitalisme moderne, à la Max Weber ; deuxièmement, il pose que l'esprit du capitalisme est essentiellement l'esprit de progrès et de l'amélioration (ce qui diverge de manière notable de l'exposé de Weber). Naturellement, le capitalisme et son esprit sont des phénomènes complexes. Mais en faisant la part de ce qui est plutôt survivance des périodes antérieures et en essayant de séparer ce qui est principal de ce qui est relativement secondaire, nous suggérons que la révolution réelle qui sépare et différencie la vie économique moderne (spécialement l'américaine) de tout ce qui s'est fait avant est l'esprit de « bigger and better », la transformation constructive du monde et de la vie individuelle par l'entremise du savoir, de la technique et de l'organisation ».

On ajoutera que l'inspiration néo-classique peut être rapprochée d'une combinaison entre deux orientations de philosophie morale au sens de J. Dewey : orientation française faisant appel à la logique des choix de l'individu éclairé ; orientation anglo-saxonne davantage fondée sur le commerce et le motif pécuniaire.

Rappelons, pour bien comprendre ce point, que le philosophe pragmatique (individualiste institutionnel) américain, J. Dewey, avait montré, dès 1916, qu'il existait quatre orientations dans la philosophie morale qui fondaient quatre projets éducatifs¹⁵.

La première est la relation autoritaire. La seconde est le rationalisme ou l'intellectualisme abstrait, à la française, apparu clairement au XVIII^e siècle. La troisième est l'individualisme anglo-saxon orienté par des motifs pécuniaires. La quatrième est l'idéalisme institutionnel allemand à l'origine : éducation organisée à l'échelle nationale dans l'intérêt de l'Etat, recherche de l'organisation efficace sans qu'aucune disposition ne soit prise pour faciliter la libre modification expérimentale de l'organisation.

— Avec le rationalisme, selon J. Dewey, on pose des individus ayant une faculté logique formelle, distincte de la tradition, de l'histoire et de tout sujet d'étude concret. Les hommes sont habitués à la liberté de discussion et à l'idée que l'on doit soumettre les croyances aux critères de la raison. En contrepartie, on conçoit la raison comme quelque chose de complet en soi, indépendamment de tout contenu ; on adopte une attitude hostile envers les institutions historiques ; on fait peu de cas de l'influence de l'habitude, de l'instinct et de l'affectivité comme facteurs agissant dans la vie. L'individu est libre et plutôt porté vers l'analyse claire, ordonnée mais aussi a-historique et a-sociale.

— Avec l'individualisme anglo-saxon, selon J. Dewey, les individus sont plus pragmatiques et orientés vers

leur intérêt personnel : c'est cet intérêt personnel qui va assurer « une unité extérieure dans des actes qui découlaient de courants de conscience séparés ». On met ici l'accent sur le commerce avec les autres pour harmoniser la conduite des individus. On promeut la libération du travail, des techniques et de l'industrie. Mais, en même temps, la vie mentale reste « une chose fermée sur elle-même » au lieu d'être « une tentative pour re-diriger et réadapter les intérêts communs ». L'individualisme anglo-saxon laisse place à l'expérimentation individuelle mais elle fait « de l'union des hommes une affaire de calcul d'éléments extérieurs ».

— Avec l'idéalisme institutionnel allemand, on part bien de la philosophie rationaliste française. « Mais alors que la pensée française dans son ensemble développa l'idée de la raison en opposition à la conception religieuse d'un esprit divin résidant dans les individus, la pensée allemande (chez Hegel, par exemple) fit une synthèse des deux. La raison est absolue. La nature est la raison incarnée. L'histoire est la raison dans son développement progressif chez l'homme. Un individu ne devient rationnel que dans la mesure où il absorbe en lui-même le contenu de la rationalité existant dans la nature et dans les institutions sociales... (Cette philosophie) idéalisa les institutions historiques en les concevant comme des incarnations d'un esprit absolu immanent... Elle contribua également à intéresser d'une manière plus constructive l'organisation de l'Etat aux affaires d'intérêt public... Elle prôna l'efficacité de l'organisation plus que tous les autres types de philosophie dont nous avons parlé, mais elle ne prit aucune disposition pour faciliter la libre modification expérimentale de cette organisation. La démocratie politique, avec sa croyance au droit des désirs et des projets individuels de participer à la réadaptation de la société jusque dans sa construction fondamentale, lui fut totalement étrangère »¹⁶.

En ce sens, le néo-classicisme est clairement proche des deux premières philosophies (française avec la logique des choix, et anglo-saxonne avec l'orientation pécuniaire) et se construit en opposition avec la troisième : l'idéalisme institutionnel allemand avec ses potentiels de dérives autoritaires et planistes.

Une telle tournure d'esprit, d'inspiration américaine, et le recours à l'hypothèse d'individualisme ne pouvaient bien entendu convenir aussi bien au même moment à d'autres économies ou à d'autres sociétés vivant d'autres stades historiques. Elle était même peu adaptée à la situation de la vieille Angleterre post-victorienne, a fortiori pas adaptée à celle de l'Allemagne ou du Japon. Même aux Etats-Unis, elle fut vivement combattue par l'hérétique T. Veblen et, derrière les excès de celui-ci, un débat récurrent allait s'installer entre l'influence de l'institutionnalisme idéaliste (de type allemand) et le courant plus individualiste (mélange de philosophie française et anglo-saxonne)¹⁷.

Homo sociologicus : la « glaise » des institutions

L'homo sociologicus, dans sa version contrastée avec la version de homo œconomicus, est présenté comme « obéissant ». Il obéit plus à des normes sociales qu'à une rationalité instrumentale. Il est plus influencé par le passé, donc plus « englué » ou « collé » aux institutions présentées comme nécessairement inertes. Il est moins « self contained » et plus « animal social ». Il est aussi plus conforme à l'ordre existant que facteur de nouveauté (ou de désordre).

Il suit la coutume. Il reproduit des routines plutôt qu'il n'innove. Il faut une théorie des normes sociales¹⁸ pour expliciter les types de motivation de l'action qui sont ici irréductibles à la rationalité de l'homo œconomicus et à toute autre forme de recherche d'un quelconque maximum : recherche de l'amour ou de l'honneur, de la liberté ou de la convenance, de la justice ou de la prudence, de la

gentillesse ou de l'honnêteté... ou recherche d'un compromis entre toutes ces motivations.

On connaît la difficulté de modéliser de tels compromis entre plusieurs « sentiments moraux » au sens d'A. Smith¹⁹ et de relier ce système de motivations aux actions économiques. L'essai a pourtant été maintes fois tenté. Ainsi les travaux des économistes institutionnalistes allemands ou, avec une philosophie différente, américains, et aussi les travaux d'économistes regroupés aujourd'hui dans diverses écoles mais ayant compris la force et la nécessité des institutions. Ainsi, également, les modèles de rationalité bornée ou limitée de type H.A. Simon²⁰ : les décisions économiques y sont plus « locales » que « générales » car on ne compare pas toutes les opportunités et tous les scénarios pour le futur ; le fait de ne s'intéresser qu'à un domaine local isolable conduit à négliger une partie des valeurs de référence ; l'information utile est coûteuse à collecter ; cette collecte prend du temps et par conséquent, l'information reste imparfaite. L'activité qui résulte du processus de décision est seulement satisfaisante au plan de quelques critères. Elle n'est généralement pas optimisante. B.S. Frey et R. Eichenberger en donnent plusieurs exemples : l'effet « point de référence » (on n'évalue pas les projets en fonction de leur valeur absolue maximum mais par rapport à un point de référence) ; l'effet « présentation » (la manière dont un problème est formulé et la manière dont l'information est véhiculée sont non neutres pour la décision) ; l'effet « mémoire » (une expérience récente, personnelle et spectaculaire sera systématiquement, exagérément prise en compte) ; l'effet de « certitude » (un revenu certain sera davantage pris en compte qu'un revenu de même valeur une fois qu'il est tenu compte de la probabilité d'existence qui y est attachée)...²¹.

Un débat simplifié

Les frontières entre institutionnalistes et néo-classiques ne sont pas toujours aussi étanches qu'on ne le pose généralement. Prenons ainsi l'exemple de F. Knight²². Il apparaît comme un néo-classique. Mais, en même temps, il a apprécié l'œuvre de M. Weber²³ et compris qu'on pouvait y trouver des éléments de réponse à la question : « pourquoi l'économie de marché capitaliste ne s'est pas développée en d'autres lieux et à d'autres époques que l'Europe occidentale moderne ». Les définitions de la science économique des deux hommes semblent à l'opposé. Pour Knight, l'économique s'occupe des résultats des choix économiques et ces résultats sont observables et mesurables. On ne doit pas faire du qualitatif, traiter véritablement du contenu mais seulement analyser les formes de choix « on ne peut dire quels biens précis une personne désirera ; on peut seulement être certain que, dans certaines limites, elle préférera plutôt plus que moins et qu'au-delà, le contraire sera vrai »²⁴. Pour M. Weber, au contraire, une telle économie des choix est trop réductionniste et demande à être validée. Une économie plus sociale, éventuellement moins généraliste, plus liée à la culture du temps et du lieu est nécessaire.

Cependant, F. Knight a accepté quelques amendements à sa doctrine initiale. L'économique pure doit subsister mais on doit aussi tenir compte du fait que l'individu est formé dans et par un processus social : il est endetté vis-à-vis de la société dans son enfance ; il devient plus libre de lui-même ensuite. L'influence de la famille sur les choix ne doit donc pas être oubliée, de même que celle des organisations qui emploient la main-d'œuvre. Ces organisations ne sont pas de purs mécanismes. Elles influencent les systèmes de valeur. Elles deviennent un

mécanisme social qui tend à faire prévaloir un standard de vie et à chercher, au nom de tous, l'efficacité. F. Knight est ainsi amené à reconnaître la pluralité des systèmes économiques du marché (ces derniers restant cependant les seuls à assurer, dans une large mesure, la liberté du consommateur et celle du producteur) et la nécessité d'une économie sociale apte à permettre de relier la théorie économique et la politique économique. La peur du contrôle a fait place progressivement, après la Deuxième Guerre mondiale, à l'idée d'une économie « raisonnée » cherchant pour tous le meilleur standard de vie. On n'est pas très éloigné, ici, des efforts de T. Parsons et N.J. Smelser pour une « socio-économie » orientée vers l'individualisme institutionnel²⁵.

Ce que nous avons remarqué pour F. Knight pourrait être repéré chez la plupart des grands néo-classiques contemporains et les recherches nouvelles sur les programmes néo-classiques sont foisonnantes aux Etats-Unis.

Inversement, le besoin d'analyse approfondie, de modélisation, d'utilisation de la théorie des jeux se fait grandissant du côté des chercheurs engagés sur des programmes concurrents. L'ouvrage de J. Lesourne *Economie de l'ordre et du désordre* témoigne aujourd'hui de ce souci scientifique²⁶.

Notes

1. M. Blaug [1988] : *Economics through the looking glass* in **Economic theories, true or false? Essays in the history and methodology of Economics** Ed. Edward Elgar [1990], p. 234.
2. Les explications proposées par M. de Vroey dans **Le Monde** du 30 avril 1991 vont dans le même sens.
3. L'ouvrage de P. Sraffa avait le mérite de la concision : 95 pages. Pour la littérature post-sraffaïenne, consulter les entrées du dictionnaire anglo-saxon, **The New Palgrave : a dictionary of Economics**, 4 volumes édités par J. Eatwell, P. Milgate et P. Newman, éditions Macmillan [1987]. L'école ricardienne est très solidement représentée en France.
4. La quantité d'Etat nécessaire à la coordination apparaît toujours trop grande à certains. Je laisse au lecteur le soin de découvrir par exemple la rhétorique actuelle d'A. Seldon, **Capitalism**. Voir aussi ses lectures conseillées depuis les économistes libéraux classiques jusqu'aux « free market libertarians ». Ces économistes refusent généralement de percevoir les problèmes d'organisation des marchés et de concevoir que des innovations politiques peuvent conduire à des développements ultérieurs des marchés. Nous ne pouvons que les renvoyer aux problèmes qui se posent dans les pays où les infrastructures publiques de base sont insuffisantes : eau potable, tout-à-l'égout, éducation, hygiène sanitaire... Voir aussi l'analyse de la rhétorique dans l'ouvrage d'A.O. Hirschmann [1990] : **Deux siècles de rhétorique réactionnaire**, tr. fr. Fayard.
5. Pour une représentation synthétique des dynamiques des « économies de marché avec capitalisation », voir M. Baslé : **L'économie insérée dans la société. Le cas des économies dynamiques de marché**. A paraître en 1991.
6. Pinter Publishers [1988]. Pour nous, ces travaux sont autant post-marshaliens ou post-clarkiens que post-schumpétériens.
7. Veblen [1898] : *Why Economics is not an evolutionary Science?* **Quarterly Journal of Economics**, juillet.
8. J. Lesourne [1991] : **Economie de l'ordre et du désordre**, Edition Economica.
9. E. S. Phelps [1985] : **Economie Politique**, tr. fr. J. Le Cacheux, Librairie Arthème Fayard [1990].
10. op. cit. p. 45-46.
11. D. Ross [1991] : **The origins of American social science**, Cambridge University Press.
12. J.B. Clark [1899] : **The distribution of wealth**, ouvrage qui complète **The philosophy of wealth**, que l'on peut, à l'instar du John Bates Clark Festschrift Committee de l'American Economic Association, en 1928, considérer comme l'ouvrage de l'économiste humaniste moderne. Voir E.R.A. Seligman, R.T. Ely, J.H. Hollander, B.M. Anderson Jr, J.M. Clark [1928] : **The American economic review**, vol. 18, supplément, pages 295 & 296.
13. J.B. Clark : [1914] : **Social justice without socialism**.
14. F.H. Knight [1929] : *Economic*

History, The American economic review, mars, supplément, p. 157-158, traduction M.B. F.H. Knight est généralement considéré comme néo-classique orthodoxe.

15. J. Dewey [1916] : **Démocratie et éducation**, tr.fr. de **Democracy and education. An introduction to the philosophy of education**, Ed. Macmillan (ed. A. Colin [1975]).

16. J. Dewey, op. cit. p. 357-358.

17. Cf. M. Baslé [1991] : *Mise en perspectives de l'institutionnalisme de quelques économistes allemands*. Colloque de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique. «L'institutionnalisme en question». Marseille, Septembre.

18. Voir la tentative récente du professeur de science politique à l'Université de Chicago. J. Elster [1989] : dans **The cement of society**, Cambridge University Press.

19. A. Smith [1759] : *Theory of moral sentiments*, in the **Glasgow edition of the Works and Correspondence of A. Smith**, volume 1, Ed. by D.D. Raphaël et A.L. Macfie, Clarendon Press [1976].

20. H.A. Simon [1945] : **Administrative behavior**, New York Free Press (3^e édition [1976]). Voir aussi du même auteur, *Theories of decision-making in economics and behavioral science*, **The American economic review**, Volume 49 [1959], p. 253-283.

21. B.S. Frey et R. Eichenberger [1989] : *Anomalies and institutions*, **Journal of institutional and theoretical economics**, vol. 145, p. 423-437.

22. F. Knight [1956] : *Historical and theoretical issues in the problem of modern capitalism* in **History and method of economics**, Chicago, 1956, p. 89-103.

23. Voir ici, A. Schweitzer [1975] : *Frank Knight's social economics*, **History of political economy**, volume 7, n° 3, p.279-292.

24. F. Knight : **Ethics of competition**, cité par A. Schweitzer, op. cit. p. 281. Voir aussi les ouvrages suivants de F. Knight [1933] : **The economic organization**, Chicago, [1947] : **Freedom and reform**, New York, [1960] : **Intelligence and democratic action**, Cambridge.

25. T. Parsons et N.J. Smelser [1956] : **Economy and society. A study in the integration of economic and social theory**, Ed. Routledge and Kegan. Ouvrage dédié à la mémoire d'A. Marshall et M. Weber, les deux grands pionniers dans l'intégration de la théorie économique et sociologique. L'ouvrage fait partie d'une collection intitulée : **The international library of sociology and social reconstruction**.

26. J. Lesourne : [1991] : **Economie de l'ordre et du désordre**. Ed. Economica. Paris.